

**Arrêté préfectoral du 1 octobre 2024
portant décision d'examen au cas par cas n° 2024-16395 en application
de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2024-16395 relative à l'extension du crématorium situé 12 rue Armand Trousseau dans la commune de Saintes (17) ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde, du 3 janvier 2024 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Vincent JECHOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 1^{er} octobre 2024 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste en l'extension du crématorium de Saintes existant depuis 2001 ; Étant précisé que les opérations de maintenance d'une durée minimale de 20 jours par an amènent l'arrêt des services de crémation pendant ces périodes ; qu'à ce titre, le projet prévoit l'ajout d'un second four ainsi que des extensions du hall d'accueil et du jardin souvenir ;

Considérant que le nombre de crémation actuellement de 5 par jour ne sera pas augmenté ; que le nombre de crémation annuel était de 1 126 crémations en 2022 ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ; Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant la localisation du projet en zone UX d'activité économique du Plan Local d'Urbanisme de Saintes :

- à moins de 1,9 km des sites Natura 2000 « Vallée de la Charente moyenne et Seugnes », « Moyenne vallée de la Charente et Seugnes et Coran » et de la zone importante de conservation des oiseaux « Vallée de la Charente et de la Seugne (Cabariot - Pons/st Sever de Saintonge »,
- à environ 1,7 km des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I « Val de Charente entre Saintes et Beillant » et « quai des roches »,
- à environ 1,8 km de la ZNIEFF de type II « Vallée de la Charente moyenne et Seugne »,
- dans une zone d'aléa fort de retrait gonflement des argiles,
- en zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) ;

Considérant que le projet devra être conforme à la réglementation en vigueur notamment vis-à-vis du décret n°94-117 du 20 décembre 1994 et de l'arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère, fixant les valeurs limites aux polluants contenus dans les gaz rejetés,

Considérant qu'une évaluation quantitative des risques sanitaires est en cours de réalisation et sera annexée au dossier de demande d'autorisation,

Considérant que l'installation existante et l'installation projetée comportent des filtres et les valeurs limites d'émissions réglementaires seront respectées,

Considérant que le porteur de projet ne fait pas état d'une éventuelle prise en considération de la force et direction des vents dominants dans la conception de son projet, étant précisé la proximité de secteurs habités ; qu'il lui revient d'étudier cette variable le plus en amont possible afin de pouvoir l'intégrer dans la conception technique de son projet et ainsi réduire tous risques sanitaires ;

Considérant que le projet d'extension du crématorium est soumis à l'obtention d'un permis de construire soumis à enquête publique et d'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ; qu'à ce titre les risques sanitaires liés à la qualité de l'air et des sols devront être évalués ;

Considérant qu'il revient au porteur de projet de prendre toutes les mesures et de mettre en place tout dispositif approprié nécessaire au respect des législations en vigueur de façon à réduire au maximum les nuisances de l'installation (bruit, vibrations en phase chantier, bruit en phase d'exploitation) ;

Considérant qu'il revient au porteur de projet de réaliser des campagnes de mesures des niveaux sonores conformément aux dispositions des articles R.1336-4 et suivants du Code de la santé publique, si le projet est susceptible de porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, notamment au regard des seuils des émergences réglementées ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une consultation auprès des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour d'éventuelles prescriptions archéologiques compte tenu de sa localisation en zone de protection ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'extension du crématorium situé 12 rue Armand Trousseau dans la commune de Saintes (17) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

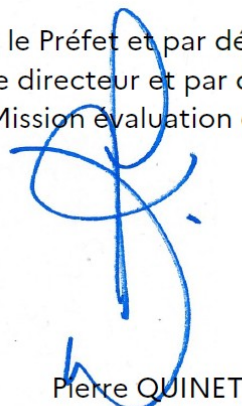
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet <https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/presentation-projets-examen-au-cas-par-cas-a14042.html>.

À Bordeaux le 1 octobre 2024

Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur et par délégation
Le chef de la Mission évaluation environnementale



Pierre QUINET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Monsieur le ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO¹. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex

¹ Sauf conditions dérogatoires